

Les compétences : du pipeau !

Action & Démocratie proposait, dans sa lettre d'information du 24 septembre 2020, un petit vadémécum à l'attention des professeurs de collège subissant des pressions hiérarchiques pour évaluer *par compétences* tout au long de l'année. Il s'agissait alors de rappeler le droit, notamment l'existence de l'arrêté du 31 décembre 2015.

Si ce mode d'évaluation suscite tant la polémique dans nos établissements et en-dehors d'iceux, c'est qu'au-delà de nos droits et de nos obligations en la matière, cette pratique que certains qualifient pompeusement de « pédagogique », voire de « bienveillante », mérite d'être questionnée. Action & Démocratie se demande s'il ne s'agit pas d'un énième morceau de pipeau, chargé d'accents pédagolâtres et de nuances pathétiques. Mise au point :

1. De l'origine des compétences. Jean-Pierre Le Goff l'expliquait déjà en 1999 dans un livre qui n'a pas assez fait date, *La barbarie douce* : les « compétences » (traduction de l'anglais « skills ») sont un outil d'évaluation des employés, rapide, efficace et transposable numériquement, directement importé du milieu de l'entreprise, donc du privé. Dès lors, son application à l'école devrait inquiéter tout honnête homme : nos élèves ne sont pas des employés et n'ont même pas à être considérés, pendant leur parcours scolaire, comme des employables. Ils sont en formation intellectuelle et profitent de l'école, étymologiquement le lieu du loisir (*scholè*, en grec en ancien), où ils ont la chance d'être détachés des contingences propres au monde des adultes. Les évaluer comme des employés revient à contester à l'école son rôle premier : donner le loisir de penser. Penser « à sauts et à gambades ». Par ailleurs, Le Goff souligne que ce mode d'évaluation est déjà déshumanisant dans le milieu entrepreneurial : qu'en est-il de son transfert à l'école, lieu de l'humain par excellence ? L'école des compétences n'est plus la *scholè* : elle est la *start-up-école* numérisée, connectée, rapprochée de l'entreprise, dont rêvent Jean-Michel Blanquer, les tenants des sciences cognitives et les thuriféraires du « Grenelle de l'éducation ». Une école où l'on ne pense plus. Une école où le mot « connaissances », ainsi que son signifié, ont disparu derrière des gommettes.

2. Un remède souverain contre la « constante macabre » ? D'aucuns prétendent que les compétences ont complètement bouleversé le rapport des élèves à l'évaluation : ils ne craindraient plus (sublime image d'Épinal !), la boule au ventre, le retour des copies notées au pifomètre et rendues classées par un professeur tyrannique. Ces détracteurs de la « constante macabre », qu'ils soient professeurs ou spécialistes ès « sciences de l'éducation », ne se rendent pas compte que les compétences peuvent à leur tour devenir « constantes macabres » : ces évaluations sur une échelle à quatre niveaux – à moins d'être doublées par des notes chiffrées qu'elles prétendaient remplacer : délicieux paradoxe – ne permettent pas de rendre visibles les progrès d'un élève ; ou alors il faudrait, à chaque évaluation, progresser très significativement pour passer au palier coloré supérieur. 4/20 = rouge ; 5/20 = rouge ; 6/20 = rouge ; 7/20

= rouge... Un élève fragile ne se voit pas progresser, tout comme un élève habituellement performant ne voit pas ses « rechutes » (il est systématiquement « vert ») et se laisse plus volontiers aller.

3. Fraude à la compétence : parents, élèves, on vous ment ! Réputée plus précise, plus juste, plus motivée que l'évaluation dite « traditionnelle », par notes, l'évaluation par compétences est, en réalité, souvent truquée : certains chefs d'établissements demandent (exigent, même, s'arrogeant une prérogative pédagogique qu'ils n'ont pas) de « mettre plus de vert » ou de « transformer le jaune en vert », ou tout simplement d'« éviter au maximum le rouge ». Quand ils n'ont pas satisfaction, comme ils ont la main sur les bilans de fin de cycles, ils peuvent, à leur guise, en tapinois, repasser derrière les professeurs et modifier comme bon leur semble l'évaluation par compétences. Toujours à la hausse, bien entendu, car il faut que les élèves soient « en réussite ». (Solution efficace pour éviter la « constante macabre », cela dit : il suffit de tricher pour faire disparaître ce qui fâche.) Certains appellent cela « harmonisation » : nous appelons cela fraude. Ainsi ce mode d'évaluation permet-il surtout de déguiser une criante baisse du niveau plutôt que de la résoudre en profondeur, car on ment ainsi aux élèves et à leurs familles, lesquels, d'ailleurs, une fois dans le bain du lycée et de l'enseignement supérieur, pestent contre les pastilles de couleurs qu'on leur a servies auparavant.

4. Vers une conception utilitariste des savoirs. Du côté des élèves, l'habitude d'être évalués par compétences à l'école primaire puis par certains professeurs au collège développe chez eux un rapport aux savoirs purement utilitariste : ainsi, en quelques années, nous avons vu se multiplier la question « Mais à quoi ça sert ? ». Devant cette effrayante interrogation, certains pédagogues applaudissent : les élèves cherchent à « donner du sens à leurs apprentissages » ! Que nenni. La compétence biaise le rapport au savoir : si l'on apprend ceci ou cela, c'est toujours pour en faire ceci ou cela, de façon pratique, concrète, simplifiée, et donc simpliste. Or, fréquenter les chefs-d'œuvre de l'esprit humain, les analyser, s'en nourrir, ne sert pas, en tout cas immédiatement et matériellement, à quelque chose... Ce nouveau rapport au savoir a mis du plomb dans l'aile des disciplines littéraires et des sciences humaines dont les élèves pourraient être amenés à se désintéresser, car elles ne « rapportent » pas immédiatement. Par ailleurs, comment évaluer « par compétences » une dissertation, un commentaire ou toute autre démonstration argumentée et exemplifiée, exercices réflexifs qui ambitionnent précisément d'échapper au saucissonnage, au bachotage, à l'utilitaire ?

5. Un gloubi-boulga illisible. Finalement, les « bulletins de compétences » générés par nos logiciels professionnels (même par PRONOTE, l'un des plus aboutis pourtant) sont illisibles et incompréhensibles pour les élèves et pour leurs familles qui, régulièrement, s'en moquent, voire s'en plaignent : ils n'ont que faire de ces curseurs colorés qui s'étalent sur la page de façon anarchique. Les parents ont besoin de savoir précisément, lisiblement, où se situe leur enfant, pas s'il a une « maîtrise fragile » de la compétence du domaine D1.1 « Reformuler le sens général d'un discours oral découvert de manière autonome et adapté par ses références et son niveau de langue aux connaissances définies par les programmes. »

Action & Démocratie en parle dans la presse : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-bilan-tres-mitige-de-l-evaluation-par-competences-a-l-ecole-20210122>